

Sommet mondial de Johannesburg

«Il y aura des résultats»

Du 26 août au 4 septembre, le Sommet mondial sur le développement durable se tiendra à Johannesburg. Parmi les 50.000 personnes attendues, une délégation luxembourgeoise de 12 membres conduite par C. Goerens et E. Berger.

**DANIEL POL-SOUM,
AVEC ADELINE WEHRLI**

Dix ans après le Sommet de la Terre à Rio, le secrétaire d'Etat à l'Environnement, Eugène Berger, tire un bilan résolument optimiste de la prise de conscience internationale sur le problème du développement durable. Et avant de s'envoler pour Johannesburg, où il sera rejoint par son ministre de tutelle, Charles Goerens, il exprime ses attentes d'un sommet qui n'a pas le droit à l'échec.

Le Jeudi: «Que sont devenues les grandes idées exprimées avec ferveur à Rio?»

Eugène Berger: «Beaucoup sont pessimistes à ce sujet. Personnellement, s'il est vrai que le bilan est mitigé du fait que la dynamique n'est pas encore réelle partout dans le monde, je constate qu'au sein de l'Union européenne Rio a marqué le coup d'envoi de toutes nos grandes directives.

Bien sûr, Bonn et Marrakech étaient un peu en recul par rapport à Kyoto, mais c'était tout de même un plus par rapport à Rio.

Cela dit, à Johannesburg, nous ne parlerons pas que d'environnement, mais aussi des deux autres "piliers" du développement durable: l'économie et le social.»

DANGER**POUR LA PLANÈTE**

Le Jeudi: «Le développement durable nécessite beaucoup d'argent. Ces fonds pourront-ils être trouvés rapidement?»

E. B.: «C'est une revendication

constante des pays en voie de développement. Il y a différents fonds à disposition qui sont bien dotés. Mais nous pensons que le problème est plutôt celui de leur bonne utilisation. Certes, il faut accélérer leur mise en œuvre, mais il faut aussi mieux contrôler leur utilisation. Et cela passe par l'élaboration, de la part des pays bénéficiaires, de projets cohérents, tenant compte des équilibres.»

Le Jeudi: «Quels seraient les risques d'un manque de volonté politique à Johannesburg?»

E. B.: «En cas d'échec, toute la dynamique lancée à Rio risquerait de se bloquer et cela mettrait en danger l'avenir de la planète dans tous les domaines. Mais je suis convaincu que nous aurons des résultats à Johannesburg, même s'ils sont moins importants que nous l'espérons.

Nous voulons notamment, sur certains projets, mettre en place des partenariats impliquant aussi les ONG et les entreprises privées. Cela pourrait être plus efficace que les conventions entre Etats. Mais les ONG ont peur que ce soit, pour les Etats, l'occasion de se désengager.

Le Luxembourg n'est pas opposé à ces partenariats, mais nous restons demandeurs de conventions, notamment pour la protection des forêts primaires.»

Le Jeudi: «Y a-t-il, selon vous, un problème à résoudre encore plus rapidement que les autres?»

E. B.: «Ils sont tous urgents! Mais, personnellement, je vois surtout les aspects environnementaux pour préserver la biodiversité. Cela dit, il y a aussi l'énergie dont l'approvisionnement est à la base de la plupart des grands conflits actuels. Pourtant, l'énergie renouvelable est disponible partout. Il faut donc la rendre accessible à tous!»

SAVOIR AVEC**QUI ON S'ALLIE**

Le Jeudi: «Un suivi assez strict

des fonds est-il réellement possible pour éviter les fraudes?»

E. B.: «Nous sommes bien conscients de ce problème. Et nous pensons qu'un meilleur monitoring et des procédures moins compliquées sont absolument nécessaires.»

Le Jeudi: «Les horizons très différents d'où proviennent les décideurs politiques et économiques présents sur le sommet permettront-ils des prises de décision véritables?»

E. B.: «Je l'espère! Après la préparation à Bali, on pouvait être très pessimiste. Mais du fait de la présence de nombreux chefs d'Etat, les décisions pourront être plus facilement prises. En outre, la tactique est toujours très importante. Savoir avec qui on s'allie. En général, l'UE s'allie avec le G77 (ndlr: pays en voie de développement), notamment en s'appuyant sur les pays africains.»

EGOÏSME

Pour la délégation luxembourgeoise, les Etats-Unis posent un gros problème au développement durable.

«Depuis Kyoto, les USA ne sont plus prêts à jouer le jeu du multilatéral alors que nous avons besoin, plus que jamais, d'une gouvernance mondiale», regrette Charles Goerens.

Une analyse partagée par Eugène Berger: «Pour les Américains, c'est les USA d'abord!», constate, amer, le secrétaire d'Etat. Et sachant qu'ils sont aussi contre le principe de précaution, on peut se poser des questions.»

D'où la conviction: une association des efforts de l'UE et du G77 pourrait «donner un coup de pouce» à Johannesburg.